

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE modifiant et complétant l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2021, portant sur les conditions de remise en état, le phasage d'exploitation, le suivi des eaux souterraines et la rétention des eaux potentiellement polluées de la carrière exploitée par la **Société des Carrières MARONCELLI SAS**, aux lieux dits « l'île aux rats » et « Martignan » sur le territoire des communes de Piolenc, Orange et Caderousse

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le Code de l'Environnement, notamment le titre Ier du livre V, et ses articles L.511-1, L.211-1, R. 181-45, R.181-46 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** le schéma régional des carrières de Provence Alpes Cote d'Azur approuvé par arrêté du 13 mai 2024 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2021 autorisant la société des Carrières Maroncelli SAS à exploiter une carrière alluvionnaire située sur le territoire des communes de Piolenc et Orange (84) et une installation de concassage criblage, sur le territoire des communes de Piolenc et Caderousse (84) ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 juin 2025 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** la circulaire du 9 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières ;
- VU** les dossiers de porter à connaissance datés du 30 janvier 2024 et du 1^{er} avril 2025 ;
- VU** l'avis de l'hydrogéologue joint au dossier du 30 janvier 2024 susvisé ;
- VU** le courrier de la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) du 6 février 2025 ;
- VU** l'avis du maire d'Orange, des propriétaires des terrains d'assiette de la carrière et de la chambre d'agriculture sur la modification du phasage et des conditions de remise en état ;

- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 septembre 2025 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire ;
- VU** la réponse par mail de l'exploitant, du 28 octobre 2025 sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui lui a été transmis ;

CONSIDÉRANT que la société des Carrières Maroncelli SAS a déposé les porter à connaissance datés du 30 janvier 2024 et du 1^{er} avril 2025 susvisés, relatifs aux modifications suivantes des conditions d'exploitation de sa carrière :

- les modalités de rétention des eaux d'extinction issues d'un éventuel incendie ;
- la rationalisation du réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines ;
- la suppression de l'échelle limnimétrique au niveau du plan d'eau Nord ;
- la modification du phasage, du tracé du convoyeur et du réaménagement, en lien avec la réalisation de fouilles archéologiques sur le secteur « Martignan » ;

CONSIDÉRANT que la mise en place de trois nouvelles cuves, d'un volume total de 198m³, permet d'accroître la capacité de rétention des eaux issues d'un éventuel sinistre ;

CONSIDÉRANT que l'avancement de l'exploitation rend caduque une partie du suivi des eaux souterraines et des eaux de surface au nord du site ;

CONSIDÉRANT l'avis de l'hydrogéologue susvisé, proposant la réduction du nombre de points de suivi des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT la découverte de vestiges archéologiques au sud de la carrière, au niveau du secteur « Martignan », nécessitant la réalisation de fouilles approfondies sur plusieurs années ;

CONSIDÉRANT que le calendrier de réalisation de fouilles archéologiques approfondies précitées est incompatible avec le phasage d'exploitation actuel ;

CONSIDÉRANT qu'à travers le courrier du 6 février 2025 susvisé, la DRAC préconise une évolution du phasage d'exploitation au niveau du secteur « Martignan », allant du nord vers le sud, afin de préserver les vestiges archéologiques tout en maintenant une activité d'extraction ;

CONSIDÉRANT qu'ainsi, à travers le dossier du 1^{er} avril 2025, l'exploitant propose un nouveau phasage d'exploitation du secteur « Martignan », allant du nord vers le sud, visant à concilier la réalisation des fouilles archéologiques approfondies et la continuité des opérations d'extraction ;

CONSIDÉRANT que cette modification de phasage induit des contraintes opérationnelles nécessitant des adaptations des conditions de remise en état du secteur « Martignan » et un nouveau positionnement du convoyeur ;

CONSIDÉRANT que, toutefois, la modification des conditions de remise en état précitée n'a pas d'incidence en matière de surfaces restituées à l'agriculture ou en tant que zones de loisirs ;

CONSIDÉRANT les avis favorables du maire d'Orange, des propriétaires des terrains ainsi que l'avis de la Chambre d'agriculture sur les modifications, objets du porter à connaissance du 1^{er} avril 2025 susvisé ;

CONSIDÉRANT que, par conséquent, les modifications, objets des porter à connaissance du 30 janvier 2024 et du 1^{er} avril 2025 susvisés, ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients " significatifs " pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ni à avoir d'incidences négatives notables sur l'environnement,

CONSIDÉRANT que, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46, ces modifications sont non substantielles et ainsi ne nécessitent pas le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation avec enquête publique ;

CONSIDÉRANT que, toutefois, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2021 susvisé doivent être modifiées et complétées pour prendre en compte l'impact de ces modifications sur ses dispositions et prescriptions ;

CONSIDÉRANT que, conformément aux dispositions de l'article R. 181-45, le Préfet peut, par arrêté complémentaire, imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié ;

APRÈS communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations de Vaucluse,

ARRETE

Article 1^{er} – Champs d'application

La Société des Carrières Maroncelli SAS, dont le siège social est situé 1495, avenue d'Orange – CS 84140 -84704 SORGUES CEDEX, est tenue, pour sa carrière implantée aux lieux-dits « l'île aux rats » et « Martignan » sur le territoire des communes d'Orange (84100), de Piolenc (84420) et Caderousse (84027), de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

Article 2 - Modification de l'article 8.3.8 de l'arrêté du 13 juillet 2021

Les dispositions de l'article 8.3.8 « Bassin de rétention » de l'arrêté du 13 juillet 2021 sont remplacées par les suivantes :

« Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

À cet effet, l'exploitant dispose d'un bassin de rétention de 120 m³, à proximité de l'installation de traitement, ainsi que d'une capacité de rétention complémentaire de 198 m³ dédié à la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie. La capacité de rétention

complémentaire de 198 m³ est rendue disponible en cas de sinistre, via un dispositif de vanne guillotine clairement identifié, facilement accessible et manœuvrable.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées et dûment autorisées. Toutefois, en l'absence de pollution préalablement caractérisée et après accord de l'inspection des installations classées, ces eaux pourront être rejetées au milieu naturel dans le respect des valeurs limites d'émission prévues à l'article 5.5.1. »

Article 3 - Modification de l'article 1.2.5 de l'arrêté du 13 juillet 2021

Les dispositions du paragraphe suivant de l'article 1.2.5 « Consistance des installations autorisées » de l'arrêté du 13 juillet 2021 :

« un bassin de rétention étanche de 120 m³ (eaux polluées, extinction d'incendie, eaux pluviales...) à proximité de l'unité de traitement des matériaux. »

sont remplacées par les suivantes :

« un bassin de rétention étanche de 120 m³ (eaux polluées, extinction d'incendie, eaux pluviales...) à proximité de l'unité de traitement des matériaux, complété par une capacité étanche complémentaire de 198 m³ dédiée à la rétention des eaux en cas de sinistre ».

Article 4 - Modification de l'article 5.7.1.1 de l'arrêté du 13 juillet 2021

Les dispositions du premier paragraphe de l'article 5.7.1.1 « Réseau de surveillance » de l'arrêté du 13 juillet 2021 sont remplacées par les suivantes :

« L'exploitant dispose d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué au minimum de 3 piézomètres sur la carrière de l'Île des rats (soient les piézomètres 5, 6 et 8 définis dans le dossier du 30 janvier 2024 susvisé) et de 4 piézomètres sur la carrière de Martignan Ouest (soient les piézomètres PZ A, PZ B, PZ C et P4 définis dans le dossier du 30 janvier 2024 susvisé) ».

Article 5 - Modification de l'annexe 1 de l'arrêté du 13 juillet 2021

Le tableau de l'annexe 1 de l'arrêté du 13 juillet 2021 est remplacé par les dispositions suivantes :

Phase	Périodes	S1 (ha) (C1 = 15 555 €/ha)	S2 (ha) (C2 = 34 070 €/ha)	L (en m) (C3 = 47 €/m)	TOTAL en € TTC
1	AP - AP+5	14,9	10	200	683 164
2	AP+5 - AP+10	14,96	15,49	303,67	1086559
3	AP+10 - AP+15	14,96	12,38	532	953012
4	AP+15 - AP+20	15,07	10,78	541,33	879774
5	AP+20 - AP+25	15,27	15,04	314	1072620
6	AP+25 - AP+27	14,4	4,1	0	510261

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.

L'indice TP01 (base 2010) utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur au mois de janvier 2025 soit 131,9. La TVA utilisée est de 20 %.

Article 6 - Modification de l'annexe 4 de l'arrêté du 13 juillet 2021

Les dispositions de l'annexe 4 de l'arrêté du 13 juillet 2021 (phasage d'exploitation) sont remplacées par celles en annexe 1 du présent arrêté.

Article 7 - Modification de l'annexe 5 de l'arrêté du 13 juillet 2021

Les dispositions de l'annexe 5 de l'arrêté du 13 juillet 2021 (conditions de remise en état) sont remplacées par celles en annexe 2 du présent arrêté.

Article 8 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté préfectoral est soumis à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11, L. 181-17, L. 514-6 et R. 181-51 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 9 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie des communes d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie des commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
- Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 : Exécution

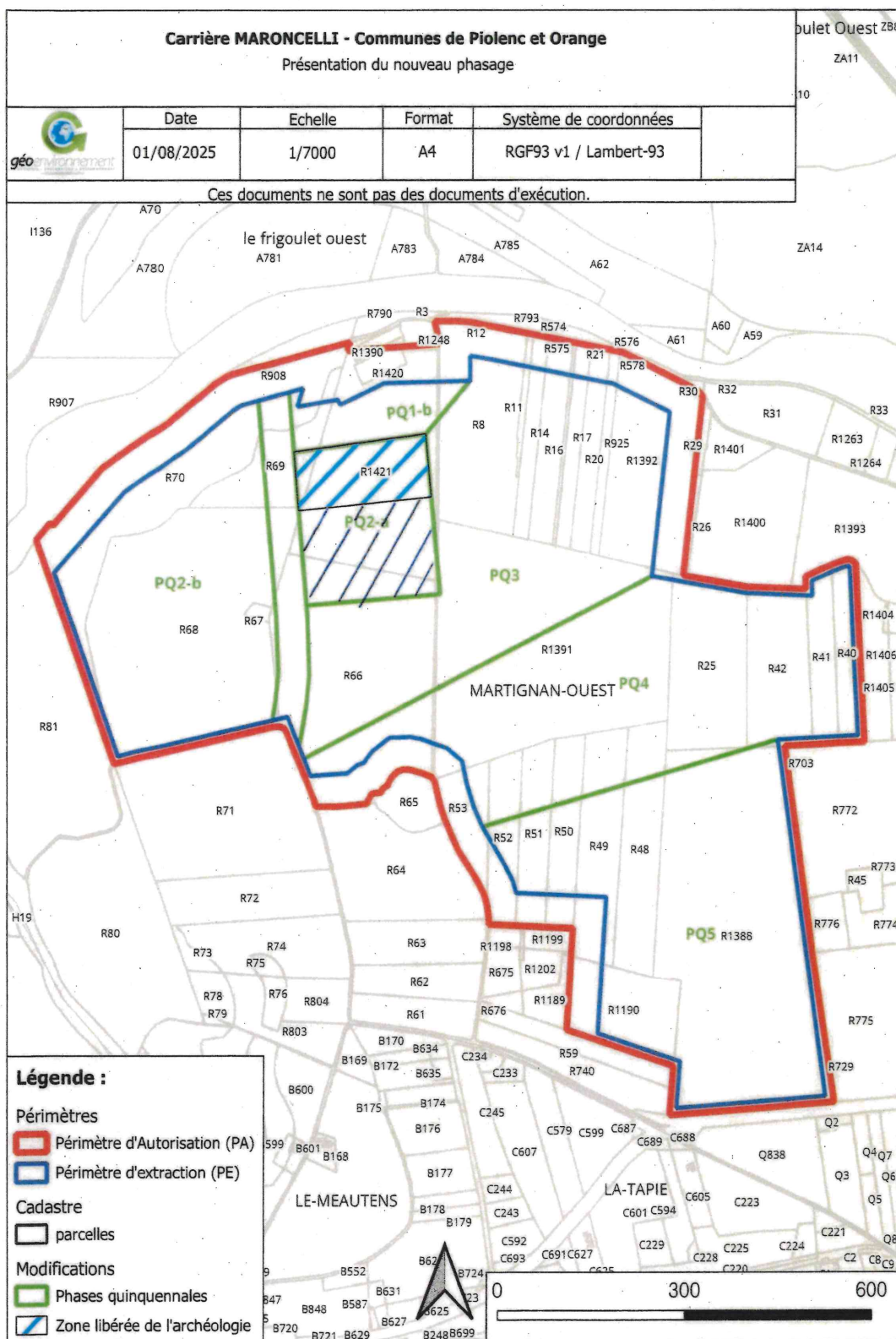
La secrétaire générale de la préfecture, le sous-Préfet de Carpentras, les maires de Piolenc, Orange et Caderousse, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des finances publiques de Vaucluse, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le 12 novembre 2025

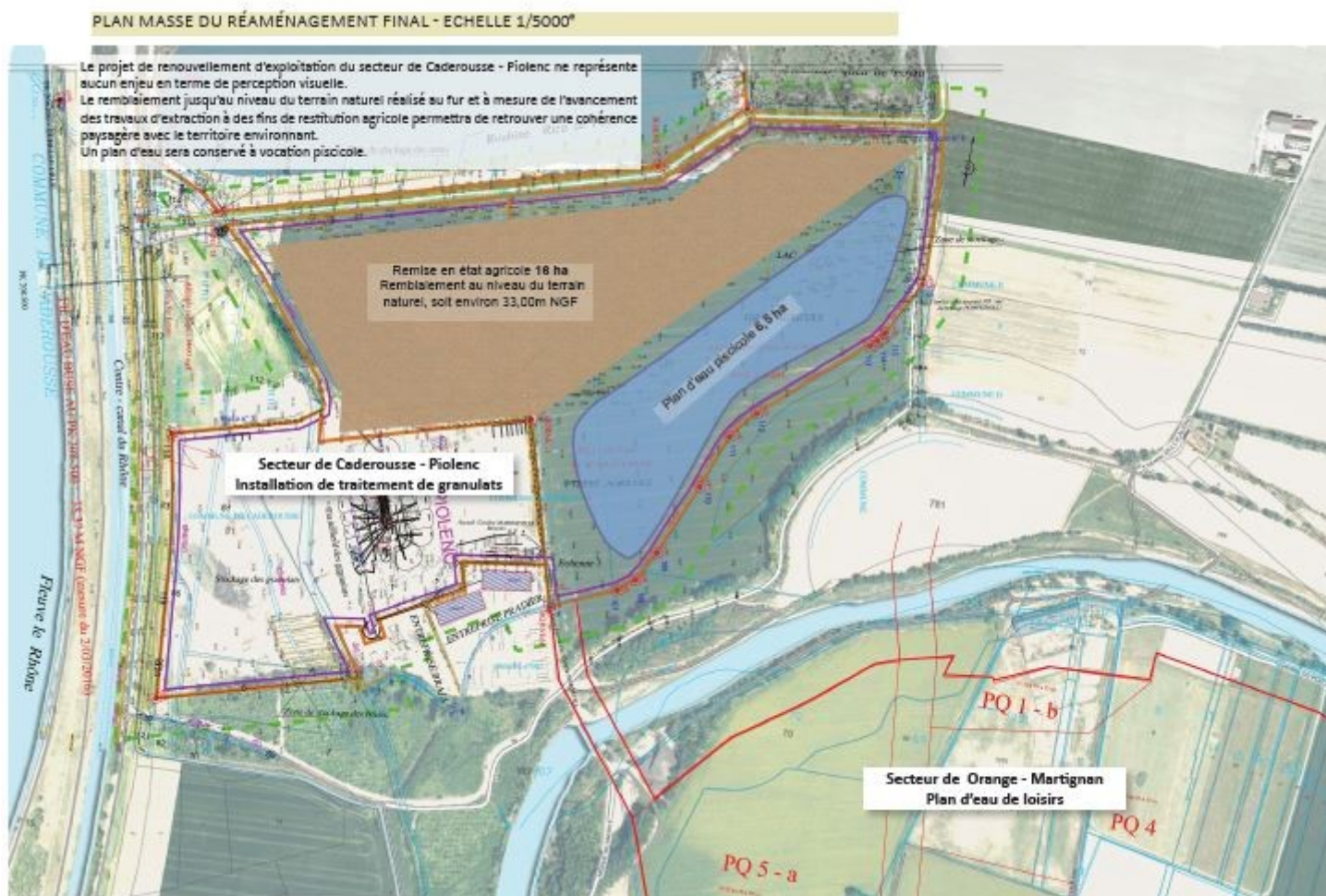
Pour le Préfet,
La secrétaire générale

Signé : Sabine ROUSSELY

Annexe 1 : nouveau plan de phasage



Annexe 2 : conditions de remise en état Réaménagement : secteur de Piolenc



Réaménagement : secteur de Martignan Ouest

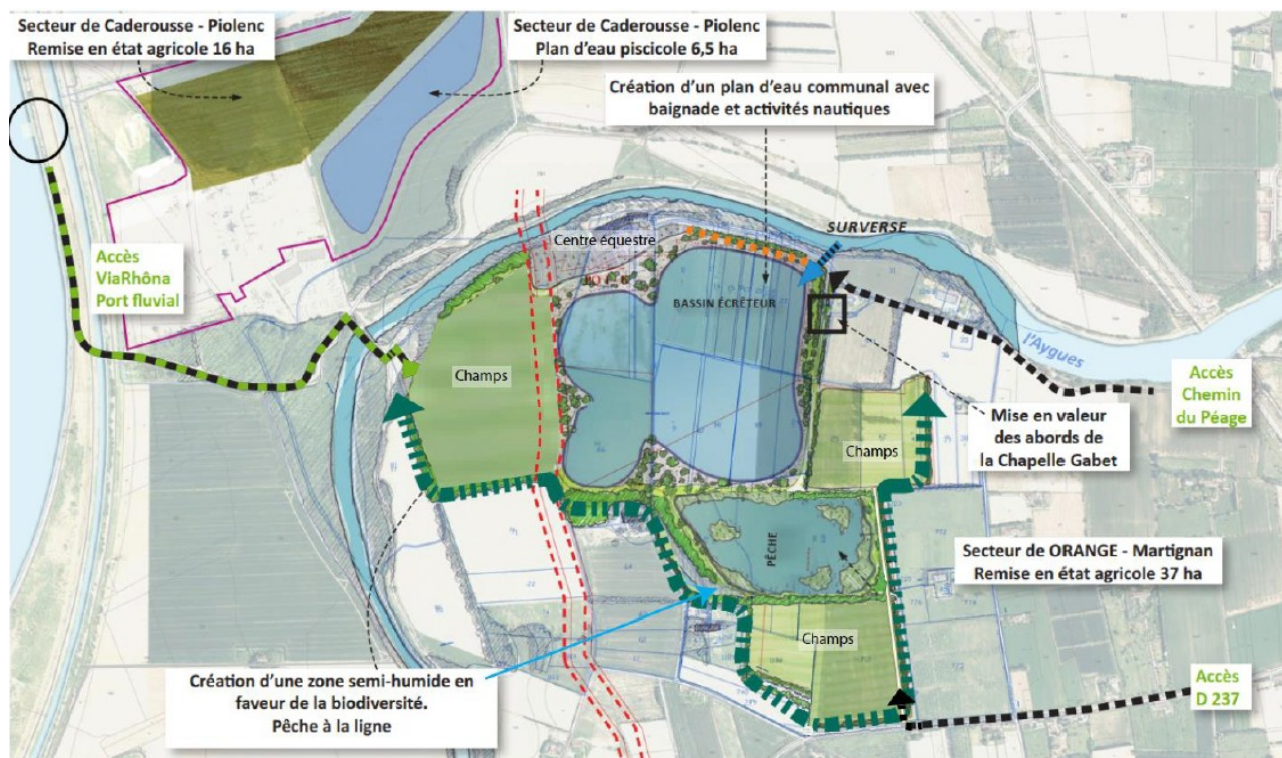


Figure 13. Schéma de principe du réaménagement - Mise à jour Mars 2025 de la partie Orange « Martignan Ouest »